



PRESTATIONS DE SERVICES DE NETTOYAGE, D'OUVERTURE ET DE FERMETURE DES SITES

Appel d'offres ouvert, soumis aux dispositions des articles L. 2124-2, R.2161-2 à R.2161-5
et R 2124-2 1° du code de la commande publique.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) COMMUN A TOUS LES LOTS

Date limite de réception des offres : **LUNDI 13 OCTOBRE 2025**

Heure limite de réception des offres : **10 h 00**

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
ARTICLE 3 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 4 - EXECUTION DE LA PRESTATION	7
ARTICLE 5 – SOUS-TRAITANCE.....	14
ARTICLE 6 - PRIX.....	15
ARTICLE 7 - REGLEMENT - FACTURATION	17
ARTICLE 8 - PENALITES	18
ARTICLE 9 - RESILIATION.....	18
ARTICLE 10 – CESSION	18
ARTICLE 11 – CONFIDENTIALITE	19
ARTICLE 12 - REGLEMENT DES LITIGES.....	19
ARTICLE 13 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS	19

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet des prestations de nettoyage des bâtiments et des vitreries associées pour les différents sites de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne. Il s'agit de : l'aéroport international de Limoges-Bellegarde, le Groupe 3iL, le CCI Formation/Campus Consulaire, et l'Hôtel Consulaire conformément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et aux dispositions du Règlement de consultation (RC) joints. Le présent marché donne également lieu à l'ouverture et à la fermeture (extinction et mise en fonctionnement des alarmes comprises) des sites, excepté le site de l'aéroport international de Limoges-Bellegarde.

Les prestations ont pour but de maintenir les équipements, les locaux et les surfaces dans de bonnes conditions de propreté, d'hygiène et de confort pour l'ensemble des usagers. Elles seront exécutées en tenant lieu de l'état, de la nature et de la fréquentation des locaux.

La consistance des prestations et leurs spécifications sont contenues dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 Conditions d'exécution du marché

Le présent marché est passé avec publicité et mise en concurrence selon la procédure de l'appel d'offres ouvert soumise aux dispositions des articles L.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 et R 2124-2 1° du code de la commande publique.

L'ensemble des présentes dispositions administratives sont applicables à tous les lots du marché.

1.3 Décomposition de la consultation - Allotissement -

Il est prévu **4 lots** constitués de la façon indiquée ci-dessous et comme décrits dans le C.C.T.P.

Lots	Sites	Variantes exigées
Lot n° 1	Site de l'aéroport international de Limoges-Bellegarde – 81 avenue de l'aéroport – 87100 Limoges	Sans objet
Lot n° 2	Site du Groupe 3iL – 43 rue Sainte-Anne – BP 834 – 87015 Limoges Cedex	1 - Nettoyage bureaux 2 - Vérification des locaux avant fermeture du site
Lot n° 3	Site du Campus consulaire – 11 rue Philippe Lebon ZI Nord – 87280 Limoges	Sans objet
Lot n° 4	Site de l'Hôtel Consulaire – 16 et 18 place Jourdan – CS 60403 – 87011 Limoges Cedex	1 - Entretien du deuxième au sixième étages

Les candidats pourront présenter une offre pour un lot, plusieurs lots ou l'ensemble des lots.

Classification principale CPV : **90911200 Services de nettoyage de bâtiments**
90911300 Services de nettoyage de vitres

1.4 Variantes

1-4-1 – Variantes obligatoires à l'initiative de l'Acheteur

Outre son offre de base, le soumissionnaire DEVRA proposer plusieurs variantes :
Si le soumissionnaire ne répond pas aux variantes son offre sera automatiquement éliminée.

VARIANTE OBLIGATOIRE 1 - LOT 2 (Groupe 3iL)

Le soumissionnaire devra chiffrer la prestation suivante : **Nettoyage des bureaux.**

La variante obligatoire 1 - lot 2 sera notée selon les mêmes critères d'évaluation que l'offre de base.

VARIANTE OBLIGATOIRE 2 - LOT 2 (Groupe 3iL)

Le soumissionnaire devra chiffrer la prestation suivante : **il est demandé de vérifier chaque salle ou local avant la fermeture du site afin de s'assurer que ceux-ci sont vides.**

La variante obligatoire 2 - lot 2 sera notée selon les mêmes critères d'évaluation que l'offre de base.

VARIANTE OBLIGATOIRE 1 - LOT 4 (Hôtel Consulaire)

Le soumissionnaire devra chiffrer la prestation suivante : **entretien du deuxième au sixième étages.**

La variante obligatoire 1 - lot 4 sera notée selon les mêmes critères d'évaluation que l'offre de base.

PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE (PSE)

Sans objet

1.5 – Date d'effet du marché - Durée du marché -

La durée du marché est d'un (1) an, à compter du 1^{er} janvier 2026 jusqu'au 31 décembre 2026 renouvelable deux (2) fois pour la même période par reconduction expresse sans que sa durée de validité ne puisse excéder trois (3) ans maximum.

Reconduction expresse : le pouvoir adjudicateur prend par écrit la décision de reconduire ou non le marché pour la même période. Le titulaire du marché ne peut refuser sa reconduction (article 2112-4 du code de la commande publique)

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le présent dossier de consultation des entreprises comprend :

- Le Règlement de Consultation (RC) commun à tous les lots
- Les Actes d'Engagement (ATTRI 1) offre de base pour chaque lot
- Les Actes d'Engagement "variante" (ATTRI 1) pour les lots 2 et 4,
- Le Bordereaux de prix
- La demande du titre d'accès (pour l'aéroport)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à tous les lots
- Les formulaires DC1 et DC2
- Les plans

- Surface Immeuble Consulaire
- Le cadre du mémoire technique et son annexe (temps alloué à la prestation)
- La notice DUME

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) en vigueur lors de la remise des offres ou lors du mois d'établissement des prix (mois Mo), sauf dérogations apportées par le présent CCAP (réputé parfaitement connu, ce document n'est pas joint au présent marché).

Le marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties. Ses dispositions prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne et le titulaire, préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'y intégrer.

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat ou de location, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Les prestations, objet du présent marché, devront être conformes :

- aux dispositions et spécifications techniques du CCTP
- aux normes françaises homologuées ou à d'autres normes applicables en France, en vertu d'accords internationaux, en vigueur le premier jour du mois précédant la date limite de réception des offres
- aux normes françaises ou à des normes internationales existantes dans un autre Etat membre de l'Union Européenne, transposant les normes européennes, en vigueur pendant la durée d'exécution du marché.

ARTICLE 3 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du présent marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

3.1 - Obligation de l'exploitant

Reprise du personnel du prestataire actuellement en place

La Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne attire l'attention des candidats sur l'application et les obligations qui découlent de l'article L1224-1 du Code du Travail et de l'annexe 7 à la convention collective nationale des entreprises de propreté et, notamment, celles relatives à la garantie de l'emploi et à la continuité du contrat de travail du personnel existant.

Afin que chaque soumissionnaire puisse chiffrer son offre, les tableaux relatifs aux informations concernant le personnel à reprendre sera transmis sur demande par mail à : achats@limoges.cci.fr

L'entreprise prendra les dispositions nécessaires afin de permettre une continuité de service et la présence effective du personnel demandé. Le personnel pourra ainsi provenir d'autres sites détenus par l'entreprise, avoir les formations telles que requises au CCTP. Le déplacement, la restauration et l'hébergement de ces personnels restants à la charge de l'entreprise.

L'entreprise doit mettre en place une organisation en personnel afin de garantir son obligation de moyens, conformément au descriptif du CCTP.

Comme indiqué à l'article 3.3 du règlement de consultation, pendant la durée d'exécution du marché, l'entreprise est responsable de tout accident ou dommage qui pourrait être causé soit à des personnes, soit à des biens par le fait de son personnel.

Le titulaire doit produire, dans le délai de huit (8) jours à compter de la notification du marché et à toute demande de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne, les attestations d'assurances de responsabilité civile découlant des articles 1240 et 1242 du Code Civil et d'assurance professionnelle, en cours de validité, contractées auprès d'une assurance de solvabilité notoire et couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du marché, à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution dudit marché.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre, immédiatement, une nouvelle attestation. Il fournira annuellement une copie des attestations de ses polices d'assurances.

L'entreprise s'engage à exécuter les prestations de services et de main d'œuvre nécessaires à la parfaite exécution du marché.

L'entreprise s'engage à signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, par écrit, les améliorations ou modifications qui seraient rendues nécessaires pour satisfaire à la réglementation en vigueur dans le domaine de la sécurité ou pour améliorer la qualité du résultat.

L'entreprise reconnaît avoir été informée que les prestations prévues au présent marché constituent une opération soumise aux dispositions des articles L4111-1 et R4511.1 et suivants du Code du Travail.

En conséquence, elle s'engage à respecter la réglementation sur la prévention des risques professionnels au titre de ses activités sur les lieux d'exécution et leurs dépendances.

Elle s'engage à respecter la législation sur les conditions d'embauche et plus particulièrement sur les conditions d'utilisation de la main d'œuvre étrangère.

L'entreprise reste, dans tous les cas, responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la sécurité des personnels. Elle s'oblige à participer aux inspections communes des lieux de travail et à l'élaboration du plan de prévention préalable à la mise en œuvre de ses activités.

L'entreprise s'engage à informer le représentant du pouvoir adjudicateur, par écrit et en temps opportun, des incidents prévisibles dès qu'elle peut les déceler en attirant son attention sur les conséquences possibles.

Elle lui formule si nécessaire, les suggestions en vue d'assurer la remise en état indispensable à un fonctionnement normal, si ces derniers ne sont pas pris dans le cadre du présent marché.

Elle devra fournir tous les mois au client la facture détaillée (conformément à l'article 6 du présent CCAP) à laquelle sera joint le bon de contrôle des prestations signé par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le montant de chaque facture correspond à la prestation dudit mois.

Le personnel chargé par l'entreprise de l'exécution du présent marché devra être équipé de vêtements de travail identifiants et marqué du logo de l'entreprise, porter un badge nominatif et justifier des qualifications professionnelles.

3.2 - Obligations du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur avisera l'entreprise de toute anomalie de quelque nature que ce soit, qu'il pourrait constater dans l'exécution des missions du marché.

De même, il informera l'entreprise de tout incident ou élément d'information qui pourrait venir à sa connaissance et qui pourrait faciliter l'efficacité de la mission.

Il garantit à l'entreprise le libre accès des lieux faisant l'objet du présent marché, et lui fournira tous les moyens nécessaires (clés, badges, codes, plans, ...) permettant d'accéder et de connaître les locaux.

ARTICLE 4 - EXECUTION DE LA PRESTATION

Outre les prestations indiquées, de façon détaillées et précises dans le CCTP, il pourra être fait appel au titulaire pour des opérations ponctuelles et exceptionnelles dont la nature et / ou la périodicité ne sont pas définies au moment de la signature du marché.

En effet, dans le cadre de location de salles des interventions pourront être requises pour des nettoyages de sols, de mobiliers et/ou de vaisselle tant en matinée, qu'en journée ou en soirée. L'intervention du titulaire sera requise sur émission d'un bon de commande établi par les personnes habilitées. Les interventions seront effectuées aux conditions du présent marché pour des prestations de même type.

De même la restructuration, la réhabilitation, l'aménagement, la construction de nouveaux équipements non connus à la date de signature du présent marché pourront faire l'objet d'un avenant.

En complément aux dispositions définissant les prestations telles que spécifiées au CCTP, les conditions générales d'exécution du marché satisferont aux prescriptions ci –après.

4.1 - Visite des bâtiments/locaux à nettoyer

Les renseignements techniques définis ont une valeur indicative.

Les candidats, avant de formuler leur offre, **devront effectuer obligatoirement une visite technique de chacun des lots**, comme indiqué dans l'article 2.10 du règlement de consultation, afin d'appréhender les contraintes, la nature, l'état des ouvrages et équipements à traiter dans le cadre du marché à intervenir.

Lors de ces visites, ils seront accompagnés par des représentants du pouvoir adjudicateur après avoir satisfaits aux modalités d'intendance.

A l'issue de ces visites obligatoires, une attestation sera délivrée.

Les attestations de visite, dûment instruites et visées, seront annexées à l'offre détaillée et chiffrée, correspondantes à chacun des lots.

Les jours et plages horaires fixés pour les visites :

Lot n° 1 : Aéroport de Limoges-Bellegarde
Voir CCTP

ATTENTION : pour ce lot, le formulaire de sureté transmis sur demande par l'aéroport est à remplir et à retourner sous format Excel 72 h avant la date de visite à l'adresse mail suivante surete@limoges.cci.fr.
Pièce d'identité obligatoire lors de la visite.

Lot n° 2 : site du Groupe 3iL

Voir CCTP

Lot n° 3 : site du Campus consulaire

Voir CCTP

Lot n° 4 : site de l'Hôtel Consulaire

Voir CCTP

Les coordonnées des personnes à contacter figurent dans le CCTP à la rubrique « Renseignements complémentaires ».

Lot 1 - Aéroport de Limoges-Bellegarde : p. 34

Lot 2 - Groupe 3iL : p. 43

Lot 3 : Campus consulaire : p. 48

Lot 4 : CCI Jourdan : p. 53

4.2 - Personnel

Reprise des personnels : comme indiqué à l'article 3.1 ci-dessus, le titulaire se conformera aux dispositions relatives aux conditions d'une garantie d'emploi et de la continuité du contrat de travail du personnel en cas de changement de prestataire telles que précisées dans la convention collective des entreprises de propreté.

Le personnel de l'entreprise devra faire preuve de la plus grande correction et avoir un comportement exempt de tout reproche vis à vis des tiers, des personnels, des clients et des locataires et ce, pour tous les sites où ils seront amenés à effectuer leurs tâches.

Après attribution du marché, le titulaire devra remettre au représentant du pouvoir adjudicateur la liste nominative et exhaustive, avec adresses du personnel amené à travailler sur les différents sites.

Cette liste devra impérativement être tenue à jour et communiquée au représentant du pouvoir adjudicateur.

Le personnel de l'entreprise devra se soumettre à toutes les consignes générales ou particulières régissant l'ensemble des sites.

Les plannings des agents en poste sur les sites seront communiqués par le titulaire un mois à l'avance.

4.3 - Conception générale du chantier

Les prestations demandées ont pour objectif d'assurer, à l'intérieur des locaux, des conditions d'hygiène et de propreté parfaites pour le personnel qui y travaille, ainsi que pour la clientèle et autres visiteurs.

Elles ont également pour objet de contribuer à maintenir les lieux en parfait état de conservation.

L'aspect de confort inhérent à la qualité de la construction devra être maintenu par un service approprié.

Les fréquences ont été choisies en conséquence, tenant compte à la fois de la composition des matériaux à traiter et de leur surface.

La tenue du personnel affecté aux travaux de nettoyage sera irréprochable et l'encadrement, d'un très bon niveau de technicité, aura un contact permanent avec les services de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges-et de la Haute-Vienne.

L'entreprise a une obligation de résultat et un devoir de conseil auprès du représentant du pouvoir adjudicateur.

Les sanitaires ne peuvent être fermés qu'à la suite de problèmes techniques et après autorisation du représentant du pouvoir adjudicateur.

Lors des opérations de nettoyage, le titulaire aura obligation de signaler toutes anomalies (WC bouchés, lampes grillées, fuites, etc...).

4.4 - La qualité

La qualité des prestations devra, dans chaque cas particulier, être satisfaisante au regard des deux critères ci-après :

4.4.1 – Confort

Dans le domaine du nettoyage, le confort est apprécié au travers des facteurs suivants :

1°) les perceptions :

- olfactives
- tactiles
- auditives
- visuelles

En ce qui concerne les perceptions olfactives, les prestations doivent :

- supprimer par l'utilisation de produits appropriés (vaporisateurs, diffuseurs ou autres) les mauvaises odeurs dues aux souillures de différentes natures, notamment dans les toilettes et les poubelles.
- ne pas utiliser de produits dont les odeurs ne pourraient être tolérées.

En ce qui concerne les perceptions tactiles, les prestations devront être effectuées de telle sorte que les surfaces traitées ne soient pas désagréables au toucher ou au contact.

En ce qui concerne les perceptions auditives, les prestations devront être effectuées de manière à éviter tout bruit excessif entraînant une perturbation dans l'exploitation des installations.

2°) la sécurité

En matière de sécurité, les techniques et produits utilisés pour le nettoyage des sols devront être sélectionnés afin que ces derniers ne rendent aucune surface glissante constituant ainsi un danger pour les usagers. Les dispositifs réglementaires de protection et d'information seront mis en place afin d'éviter tout accident, dans le cas contraire, le titulaire sera tenu pour responsable.

Le titulaire devra fournir et tenir à jour un document, regroupant toutes les fiches sécurité des produits et matériels utilisés. Des contrôles seront effectués. En cas de non-respect de ces consignes, une pénalité de 1 000 (mille) € HT sera appliquée par constatation.

Lesdites fiches seront annexées au plan de prévention annuel de l'entreprise.

4.4.2 – Hygiène

En matière d'hygiène, les prestations de nettoyage devront s'attacher à :

- respecter les dispositions du Code du Travail,
- réduire la pollution à un niveau non dangereux,
- ne pas provoquer de pollution nouvelle par l'usage intempestif de méthodes ou de produits nocifs.

A cet effet, il devra être tenu compte des risques particuliers que présentent certains lieux, tels que les sanitaires, pour lesquels la qualité de l'hygiène sera éventuellement évaluée par des constatations et contrôles réguliers. Le prestataire proposera à cet effet des documents types de contrôles externes.

4.4.3 – Le contrôle de la qualité

4.4.3.1 - Check liste

Un document hebdomadaire, répertoriant l'ensemble des tâches à effectuer suivant le CCTP, sera tenu à disposition sur chaque site et pourra être consulté à n'importe quel moment.

Ce document reprendra chaque prestation pièce par pièce, il permettra de vérifier que chaque tâche a été réalisée. Ce document ne sera complété par l'agent d'entretien qu'après parfait achèvement de la tâche en question.

4.4.3.2 - Contrôle interne

Un contrôle hebdomadaire devra être réalisé par un responsable de l'entreprise prestataire, il sera joint à la check-list mentionnée ci-dessus.

Pénalités :

Sur le plan « hygiène », tel que défini à l'article 4.4.2 du CCAP, toute prestation non réalisée par pièce, tout défaut ou manquement constaté contradictoirement en présence du représentant de l'entreprise titulaire fera l'objet d'une pénalité de 60 (soixante) € HT.

Tout manquement d'approvisionnement des distributeurs de papier (hygiénique, essuie-mains), de savon, donnera lieu à l'application d'une pénalité de 20 (vingt) € HT.

Toute salissure sur les installations et équipements, due notamment à une mauvaise utilisation des matériels et produits par le personnel de l'entreprise, donnera lieu à l'application d'une pénalité de 20 (vingt) € HT.

Sur le plan « confort », tel que défini à l'article 4.4.1 du CCAP, tout défaut ou manquement constaté par le pouvoir adjudicateur, donnera lieu à une pénalité de 40 (quarante) € HT à retenir lors du règlement correspondant de la prestation mensuelle.

4.4.3.3 - Contrôle qualité

Au moins une fois par mois, une vérification de la prestation sera réalisée par un employé de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne.

A l'occasion de ces visites aléatoires, un procès-verbal peut être rédigé. Ce dernier est à la disposition du prestataire sur simple demande.

En cas de non-conformité au cahier des charges, l'entreprise aura 24 heures pour reprendre les prestations à compter de la constatation communiquée à l'entreprise par le représentant du pouvoir adjudicateur par tout moyen approprié ; dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire réaliser ces prestations par toute autre entreprise de son choix, et ce, à la charge du titulaire.

En cas de constatations récurrentes et significatives par écrit au titulaire, le pouvoir adjudicateur appliquera des pénalités de 1 000 (mille) € HT par non-conformité. Les pénalités seront appliquées après une première mise en demeure écrite.

4.5 - Dispositions concernant le matériel

L'entreprise devra fournir **un état détaillé de tout le matériel** dont elle peut disposer pour les prestations objet du présent marché. **Ce matériel doit être fourni neuf au départ du marché.**

L'entreprise a à sa charge la fourniture des produits d'entretien et matériel nécessaires à la réalisation de ces divers travaux.

Les produits seront choisis de façon à préserver les surfaces à nettoyer.

Les appareils, matériels et outils ne devront pas être bruyants ; ils devront être de présentation correcte, propres et satisfaire aux règlements de sécurité de la prévention des accidents du travail, notamment pour ce qui concerne les nacelles.

Les machines à frotter les sols, échelles, escabeaux utilisés par l'entreprise, devront être munis de dispositifs garantissant les revêtements verticaux (murs, portes, glaces) contre les dégradations, traces ou rayures consécutives aux chocs et frottements ou éclaboussures de ces matériels.

Toute dégradation sera refacturée à l'entreprise.

L'entreprise sera tenue d'adapter son matériel à énergie électrique aux caractéristiques du courant qui lui sera fourni gratuitement.

Les rallonges, prolongateurs et fiches seront à fournir par l'entreprise.

Le calibrage des fusibles ne devra être en aucun cas modifié. D'autre part, il sera interdit de brancher plusieurs machines électriques sur la même prise.

Tout dommage causé aux installations de distribution électrique par l'utilisation d'une machine non conforme sera facturé à l'entreprise.

L'utilisation de moteurs thermiques sera rigoureusement proscrite à l'intérieur des bâtiments.

Les balayeuses aspiratrices, les aspirateurs batteurs, les aspirateurs de poussière seront parfaitement entretenus afin qu'ils ne dégagent aucune poussière pendant leur fonctionnement.

Les balais à franges seront changés autant de fois qu'il y en aura besoin. Si l'un d'eux s'avère trop poussiéreux ou en mauvais état, son changement immédiat sera exigé.

Les seaux et autres récipients devront être en matière plastique, les échelles devront prendre appui par l'intermédiaire de protection souple, de manière à ne pas détériorer les revêtements.

Les matériels et outils devront être rangés immédiatement après usage dans le local nettoyage affecté à cet effet à l'entreprise.

Le personnel de l'entreprise ne devra pas utiliser le mobilier pour s'en servir comme escabeau ou échelle. L'entreprise devra doter ses agents de tous les matériels nécessaires à la bonne exécution des travaux. Les agents devront avoir reçu la formation nécessaire à l'utilisation de ce matériel.

4.6 - Fournitures de consommables et équipements nécessaires

Tous les produits nécessaires à la bonne exécution des prestations seront fournis par le prestataire, à l'exception du papier-toilette et des savons liquides qui seront approvisionnés par le titulaire.

4.7 - Evacuation des produits de balayage

Les ordures, mégots, papiers et détritres provenant du balayage ou du vidage des corbeilles, et cendriers de toutes les zones, seront déversés dans les containers poubelles situés dans le local affecté à cet effet.

4.8 - Responsabilité

Le pouvoir adjudicateur sera dégagé de toute responsabilité dans tous les cas de vol de matériel, objets mobiliers de même que dans tous les cas de dépréciation, perte ou avaries constatées dans les locaux, matériels et surfaces à entretenir étant toutefois entendu que les auteurs de ces actes resteront personnellement et pécuniairement responsables sans préjudice des poursuites pénales qui peuvent être exercées contre eux.

Le prestataire demeurera responsable, tant civilement que pécuniairement, et sans pouvoir exercer de recours quelconque contre le pouvoir adjudicateur et s'engage à supporter seul les conséquences des accidents et dommages de toute nature qui pourraient subvenir du fait de l'exécution des tâches citées au présent cahier des charges, soit à lui-même, soit à son personnel, soit à son matériel.

En conséquence, le prestataire devra contracter toutes assurances nécessaires y compris celles rendues obligatoires par la législation en vigueur en matière d'accident du travail et de la sécurité sociale. Les polices d'assurances devront comporter une clause de renonciation à recours contre la et les assureurs de cette dernière.

En outre, l'entreprise devra satisfaire aux règles de sécurité en vigueur, dont notamment, l'obtention de l'agrément « établissement connu » obligatoire pour exercer sur des sites comportant des activités aéroportuaires.

Cet agrément devra être valide au premier jour de l'exécution de la prestation.

Le pouvoir adjudicateur attire l'attention du prestataire sur les délais nécessaires à la constitution et validation de ce dossier pour l'agrément. Le pouvoir adjudicateur ne pourrait être tenu responsable de ces délais indépendants de sa volonté et ne pourra retenir la proposition d'un prestataire, qui ne serait pas en possession d'un agrément « établissement connu » pour travailler dans ce genre de locaux.

4.9 - Local de nettoyage

Le pouvoir adjudicateur mettra à disposition de l'entreprise, à titre gracieux, un petit local sur chaque site pour son personnel intervenant.

Dans ce local, l'entreprise pourra stocker son matériel et ses fournitures. Aucun produit toxique ou pouvant gêner les usagers ne devra être entreposé dans ce local.

Ce local sera occupé sous responsabilité de l'intervenant. Cette responsabilité englobera, bien entendu, le matériel et les fournitures qui y seront stockés et, par voie de conséquence, assurés.

Tout stockage de matériel ou de produits ne sera toléré en dehors de l'espace réservé à cet usage.

Un état des lieux contradictoire sera effectué au moment de la remise des clefs.

Au terme du marché, toute dégradation constatée du local sera mise à la charge de l'entreprise.

4.10 - Horaires de travail

L'entreprise effectuera son travail de nettoyage selon le planning horaire présenté dans la note sur la définition des prestations.

Le prestataire devra organiser l'intervention de ses équipes de nettoyage, de telle sorte qu'elles gênent le moins possible les utilisateurs habituels des locaux considérés, que ces interventions soient tardives ou matinales. En aucun cas, les opérations de nettoyage principales ne devront mettre hors service les équipements.

4.11 - Hygiène, sûreté, sécurité de travail et sécurité aéronautique (SGS).

L'entreprise s'engage à observer, et à faire observer par ses préposés, les règles d'hygiène, de sécurité du travail, de sûreté et de sécurité aéroportuaire inhérentes à la réglementation en vigueur.

L'entreprise s'engage notamment à différencier les matériels utilisés en fonction des types de surfaces traitées.

Le prestataire devra rédiger et faire valider, par les services de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne, son plan de prévention avant le premier jour d'exécution du présent marché. Le pouvoir adjudicateur rappelle que ce plan est obligatoire pour l'exercice de cette activité.

Elle devra également observer les dispositions légales, réglementaires et internes auxquelles elle est soumise. Il en sera de même en ce qui concerne la mise en application des dispositions des lois et règlements prévoyant la formation à la sécurité et à la sûreté.

4.12 - Vêtements de travail du personnel

Le titulaire devra doter son personnel d'exécution d'un vêtement de travail sur lequel figurera le logo et/ou la raison sociale de l'entreprise ainsi que des protections nécessaires.

En outre, le personnel devra porter un badge nominatif spécifique à sa fonction.

Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son badge ou s'il présente une tenue négligée.

4.13 - Déontologie

Le personnel s'engage à ne communiquer à personne :

- toute information qu'il pourrait être amené à connaître lors de son travail quelle que soit cette information,
- aucun code d'alarme protégeant les locaux,
- aucune clé ou double de clé qui lui aurait été remise,
- aucun code d'accès quel que soit le motif.

Le personnel signalera, sans intervenir, tout mouvement suspect qu'il pourrait remarquer.

4.14 - Clés

Le représentant du pouvoir adjudicateur remettra un jeu de clés à l'entreprise, à charge pour elle de veiller à ne pas en perdre.

Toute clé cassée par l'entreprise sera remplacée aux frais de l'entreprise. La clé cassée sera rendue au représentant du pouvoir adjudicateur et toute clé perdue fera l'objet d'une déclaration de perte ou vol précisant les conditions de la perte ou du vol et le nom de l'agent qui a perdu la clé.

Aucune copie de clé ne peut être effectuée sans l'autorisation du représentant du pouvoir adjudicateur.

Les clés ne devront en aucun cas comporter de mention permettant leur identification par un tiers en cas de perte ou de vol.

4.15 - Relations du personnel avec le pouvoir adjudicateur

Le titulaire doit obligatoirement affecter en permanence un agent responsable de l'exécution des prestations et de l'application des clauses du CCTP. L'agent responsable est l'interlocuteur unique qui représente le titulaire auprès du pouvoir adjudicateur et l'informe de tous les problèmes rencontrés dans l'exécution des prestations.

4.16 - Contrôles

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'effectuer des contrôles pendant les différentes tâches de nettoyage, afin de vérifier si les règles de sécurité et de sûreté envers les employés et les usagers sont respectées.

4.17 - Arrêts de travail

En cas d'arrêt de travail de son personnel, l'entreprise sera tenue d'assurer les prestations telles que définies au marché.

4.18 - Terme du marché

L'ensemble des badges, clefs et autres dispositifs d'accès sera restitué par le titulaire dès le terme du marché. A cet effet, une liste de ces éléments sera établie et mise régulièrement à jour par les différents services.

ARTICLE 5 – SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance sera autorisée dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

La sous-traitance de l'exécution de certaines parties du marché est possible à condition d'avoir obtenu de la personne publique contractante l'acceptation préalable de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Les sous-traitants sont soumis à l'accord préalable de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne.

La sous-traitance est régie par la loi du 31 décembre 1975 et par les articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique qui prévoit le paiement direct de la personne publique cocontractante au bénéfice du sous-traitant déclaré et ce dès que le montant du contrat de sous-traitance atteint 600 € TTC.

Le sous-traitant peut être présenté soit au stade de la candidature, soit au stade de l'offre, ou encore au stade de l'exécution de la prestation.

Les sous-traitants devront fournir lors du dépôt de leur offre un dossier complet comprenant l'ensemble des pièces demandées aux candidats dans l'avis d'appel public à la concurrence nécessaire à l'agrément des sous-traitants.

Si ces sous-traitants ne sont pas encore désignés au jour du dépôt de l'offre, le candidat a l'obligation d'indiquer dans l'acte d'engagement le détail des prestations et le montant éventuel de prestations qu'il envisage de sous-traiter par la suite, au cours de l'exécution du marché.

ARTICLE 6 - PRIX

6.1 – Caractéristique des prix pratiqués

Le présent marché est conclu et exécuté en euros.

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées par application de prix forfaitaires et sur la base des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix unitaires.

Les prix présentés au bordereau des prix sont réputés comprendre :

- le prix d'exécution des prestations de base, comprenant la mise à disposition des équipements et matériels nécessaires à l'exécution des prestations,
- le prix des fournitures des produits d'entretien nécessaires,
- le prix des consommables et des supports nécessaires (distributeurs et réceptacles spéciaux, papier, essuie-mains, papier hygiénique, savon liquide)
- les prestations décrites dans le présent dossier de consultation des entreprises,
- toutes sujétions comprises pour une exécution complète et soignée des prestations demandées,
- toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement l'exécution des prestations, tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison.

En cas de renouvellement du marché, les prix sont révisables à la hausse comme à la baisse à la date anniversaire du marché.

Les prix de base sont ceux définis dans le bordereau des prix. Les prix de règlement sont ceux du tarif en vigueur à la date de la commande, étant entendu que le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur toute évolution de prix **1 (un) mois avant sa date d'application**. Dans le cas contraire, la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne se réserve le droit d'appliquer le tarif en sa possession au jour de la notification.

6.2 – Modalités de variations de prix

Les prix sont fermes durant la 1^{ère} année du marché puis révisables à compter de la deuxième année.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisables annuellement, au 1^{er} janvier de chaque année, pour la première fois le 1^{er} janvier 2027, par application aux prix du marché de la formule suivante :

$$P = P_0 \times \left[\frac{0,30 + 0,70 \left(\frac{SN_1}{SN_0} \right)}{1} \right]$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé hors taxes (prix de règlement)

P₀ = Prix de l'offre hors taxes (prix initial)

SN = Services aux entreprises pour les marchés français « Nettoyage courant marchés publics (identifiant trimestriel : 001664681)

SN₀ = Valeur de l'indice SN du trimestre dans lequel se situe le mois M0

SN₁ = Dernier indice trimestriel (même provisoire) connu à la date anniversaire du marché

Si variation entre l'indice provisoire et l'indice définitif, une régularisation de la révision de prix s'effectuera à l'issue.

Les indices peuvent être consultés sur le site <http://www.insee.fr> dans la rubrique « indices et séries statistiques »

Le titulaire calculera annuellement la révision et la transmettra, par courrier, au pouvoir adjudicateur.

- Le titulaire est tenu de présenter sa demande d'ajustement des prix du marché chaque année de reconduction un mois avant son terme. A défaut pour lui d'y avoir procédé, il ne pourra faire valoir ses droits en réclamant à la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne une révision pour l'année ou les années écoulées.

Tout ajustement de tarif, accepté par la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne, ne nécessite ni la signature d'un avenant, ni la signature d'une annexe.

6.3 – Dispositions sur les prix

Le soumissionnaire est réputé avant la remise de son offre :

- avoir contrôlé toutes les indications portées dans le dossier de consultation, notamment celles données par les pièces écrites ; s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes, concordantes.

Tout ce qui serait indiqué dans les pièces écrites du dossier remis au titulaire mais ne figurant pas sur les annexes ou réciproquement, aura la même valeur que si les indications correspondantes étaient portées sur l'ensemble des documents,

- s'être entouré de tous les renseignements utiles auprès du pouvoir adjudicateur.

Si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont constatées dans le bordereau de prix, le montant total ne sera pas rectifié pour le choix de l'offre la plus avantageuse.

En outre, le soumissionnaire du marché reconnaît formellement que les prix qu'il a consentis tiennent compte de toutes les prestations décrites au sein du présent dossier de consultation des entreprises ainsi que des

prestations, garanties et obligations résultant du marché, des impôts, des taxes et redevances en vigueur, et de toutes charges et aléas pouvant résulter de l'exécution du marché.

Aucun frais supplémentaire ne peut s'y ajouter. Le montant TTC s'entend au taux de TVA en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

ARTICLE 7 - REGLEMENT - FACTURATION

Les sommes dues seront payées dans un délai global de **trente (30) jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement.

Les factures seront émises mensuellement.

Elles devront rappeler impérativement la référence du marché et seront être adressées **exclusivement via CHORUS PRO** à :

AEROPORT INTERNATIONAL DE LIMOGES-BELLEGARDE

Service comptabilité

Siret 188 708 010 00023 – référence marché n°20252609

GROUPE 3iL

Service comptabilité

Siret 397 704 628 00015 – référence marché n°20252609

CAMPUS CONSULAIRE

Service comptabilité

Siret 188 708 010 00114 – référence marché n°20252609

SITE JOURDAN

Service Comptabilité

Siret 188 708 010 00015 – référence marché n°20252609

Les factures afférentes au paiement sont établies avec les indications suivantes :

- les nom et adresse du titulaire,
- le numéro de son compte bancaire ou postal (en cas de changement de coordonnées bancaires, le prestataire en avisera la CCI par courrier auquel sera joint un relevé d'identité bancaire ou postal),
- le numéro et la référence du marché,
- la désignation complète des produits, leur conditionnement et leur qualité,
- l'adresse de livraison,
- le montant des prix unitaires hors taxes,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TTC,
- la date,

La facture sera libellée en euros. Le règlement des prestations se fera en euros.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et l'administration lui communiquera un numéro d'identification fiscale. La monnaie de compte du marché est l'euro.

ARTICLE 8 - PENALITES

8.1 – Pénalités pour retard

Les dispositions de l'article 14 du CCAG/FCS s'appliquent. Ces pénalités s'appliquent concernant la réalisation des prestations mais également en cas de non-transmission du planning prévisionnel des prestations et intervenants sur le site de l'aéroport.

8.2 – Autres pénalités

Se référer aux articles 4.4.3 2 et 4.4.3.3 du présent CCAP.

8.3 – Pénalités pour travail dissimulé

Une pénalité sera appliquée au titulaire qui ne se sera pas régulièrement acquitté des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail.

Le montant de cette pénalité sera égal à 10 % du montant du marché, sans pouvoir excéder celui des amendes qu'il aura encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

ARTICLE 9 - RESILIATION

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS.

L'inexactitude des renseignements prévus aux articles R.2143-3, R.2142-3, R.2142-4, R.2143-11, R.2143-12, R.2143-16 du code de la commande publique, l'infraction caractérisée aux clauses contractuelles peuvent entraîner, par décision du pouvoir adjudicateur, la résiliation du marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le pouvoir adjudicateur, des documents nécessaires à la candidature initiale de toute personne juridique, complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal. Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 10 – CESSION

Le présent marché est conclu en considération des compétences et qualifications de l'entreprise qui ne pourra céder tout ou partie dudit marché sans l'accord préalable de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne.

De la même manière, il ne pourra sous-traiter, tout ou partie des prestations, sans accord écrit préalable.

ARTICLE 11 – CONFIDENTIALITE

Dans le cadre de la réalisation de la commande, le fournisseur (ou titulaire du marché) qui a accès ou traite des données individuelles est tenu au respect de la législation en vigueur sur la protection des données à caractère personnel et assure un niveau de sécurité adéquat de manière à en garantir l'intégrité et la sécurité de ces données. Ce niveau de sécurité doit être conforme à la réglementation en vigueur (loi Informatique et Libertés N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection de personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la libre circulation de ces données (RGPD)).

Par ailleurs, le fournisseur (ou titulaire du marché) est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et celui de ses éventuels sous-traitants, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, illustrations, dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution de la commande.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données, sur quelque support que ce soit, à des tiers sans accord préalable de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne à résilier le marché aux torts du titulaire, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne au titulaire, au titre de l'article 1217 du Code Civil (sans préavis ni indemnités).

Le titulaire s'engage à reconstituer, à ses frais, les informations qui seraient perdues ou rendues inutilisables de son fait.

En cas de sous-traitance de données, une convention spécifique sera signée avant l'attribution définitive de la commande (ou du marché).

ARTICLE 12 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Le tribunal administratif est seul compétent pour régler les litiges relatifs au présent marché (cf : article 8.2 du règlement de consultation).

ARTICLE 13 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Les articles 4.4.1. 2°) et 4.4.3.2. et 4.4.3.3 dérogent à l'article 14 du CCAG/ FCS